

## **CENSURE ET CANCEL CULTURE**

### **La transgression s'efface des œuvres dès qu'il est question de politique, de religion, de sexe, de couleur de peau**

*Comment va aujourd'hui la liberté d'expression et de création à l'heure  
où se tient le du procès des attentats de janvier 2015, à Paris.*

Il y a tant de douleur à raconter au procès *Charlie Hebdo*. Une mémoire à écrire. Une liberté d'expression à défendre. Ce troisième enjeu est ardu. Peu importe que la France soit beaucoup moins "Charlie" qu'il y a cinq ans. Ce journal n'a jamais cherché le consensus. Il veut juste vivre, avec la loi pour gardien. Sauf que la loi ne garde plus grand-chose, puisque le débat se joue ailleurs, dans l'opinion et dans la création.

Le sondage publié, le 2 septembre, par *Charlie Hebdo* avec l'IFOP en confirme d'autres. Plus on est jeune, plus on pense que le journal n'aurait pas dû publier les caricatures de Mahomet. On le pense encore plus si on est musulman. Alors si on est jeune et musulman ...

Philippe Lançon, rescapé de la tuerie, qui a publié un grand livre, *Le Lambeau* (Gallimard, 2018), cerne le recul de la liberté d'expression : "Charlie continue de vouloir rire ou sourire de tout dans un monde où plein de gens, surtout à gauche, ne veulent plus rire de rien, et surtout pas d'eux-mêmes." La gauche et le monde de la culture, jadis soudés derrière le Charlie qui pourfendait le pape et l'Église catholique, ne rigolent plus quand il s'agit de moquer l'islam. Une explication : le catholicisme était assimilé à la bourgeoisie dominante, alors que l'islam est associé aux populations minoritaires et brimées.

#### **Le dessin satirique, un baromètre**

Virginie Despentes incarne ce basculement de la gauche quand elle déclare aux *Inrocks*, peu après la tuerie avoir "aimé tout le monde", notamment "ceux qui ont fait lever leurs victimes en leur demandant de décliner leur identité avant de viser au visage. J'ai aimé aussi leur désespoir".

Sans aller jusque-là, les artistes semblent tétanisés par l'enjeu. Alors que la France est le pays où ils sont le plus protégés par la loi, que *Charlie* n'a pas d'équivalent dans un autre pays, la transgression s'efface des œuvres dès qu'il est question de politique, de religion, de sexe, de couleur de peau. Ce qui fait beaucoup.

Le dessin satirique est un baromètre. S'il ne frappe pas fort, il devient niais, autant le supprimer. Le *New York Times* l'a fait en 2019, pour éviter les ennuis. Or, s'inquiète notre confrère Plantu, "nombre de journaux se séparent en ce moment de leurs dessinateurs, partout en Europe".

Plus largement dans la culture, vous trouverez des tas d'œuvres qui dénoncent le néolibéralisme, le sexisme, l'homme blanc, les riches, le pouvoir, un cocktail qui brime les pauvres et les minorités. Les sujets sont pertinents, mais leurs représentations collent tant aux discours sociétaux qu'ils deviennent un combat moral, regorgent de bons sentiments, sans imaginaire, nuance ou complexité. Isabelle Barbéris l'a montré dans *L'Art du politiquement correct* (PUF, 2019), dans lequel elle dénonce un nouvel académisme.

.../...

On est loin d'un Genet en littérature ou d'un Buñuel au cinéma. Revoir *Viridiana*, (Palme d'or 1961) dans lequel une riche héritière aide des pauvres, qui, un soir, se saoulent, pillent la maison de leur bienfaitrice et essaient de la violer – les pauvres sont des riches désargentés. Dans le théâtre, nous dit notre consœur Brigitte Salino, "il n'y a plus de place pour la provocation", alors que cet art est celui de l'affrontement des idées.

Au Musée d'art moderne de New York, le nouvel accrochage, en 2019, tout en mettant l'accent sur la dimension "multiculturelle", est "si lisse qu'on n'est pas tombé sur la moindre œuvre qui dérange", écrivait notre correspondant Arnaud Leparmentier.

Logique. L'immense majorité des créateurs sont à gauche, donc du côté des fragiles. Mais l'autocensure galope aussi. Il n'y a rien de pire pour eux que d'être relégués dans "l'ancien monde". "Les créateurs ont tellement peur, que chaque fois qu'ils parlent de la pluie, c'est pour dire que ça mouille", affirme Richard Malka, l'avocat de *Charlie Hebdo*.

### **Le cas américain**

Il faut le CV d'Ariane Mnouchkine – femme, 81 ans, de gauche, talentueuse – pour mettre en scène des barbus qui tournent un porno, dont un ressemble au Chaplin du *Dictateur*, dans *Une chambre en Inde*. Mais quel musée se risquerait à raconter en images la saga de *Charlie* ou de son ancêtre *Hara-Kiri* ? Ou à remonter l'exposition *Présumés innocents*, qui, à Bordeaux, en 2000, traitait de l'enfance, et qui fut poursuivie en justice pendant onze ans par une association estimant que des œuvres étaient "pédopornographiques".

Un remarquable dossier de *Courrier international* (dans le numéro daté 3 au 9 septembre) raconte le cas américain. Les artistes qui sortent des clous doivent affronter la *cancel culture* (carrière ruinée pour actes inadéquats), l'appropriation culturelle (adopter les signes d'une autre culture), le woke (traquer le privilège blanc), les trigger warnings (mise en garde des étudiants sur les passages traumatiques d'un livre), les safe spaces (réservés à une communauté), etc.

Ces armes sont le seul moyen de nous faire entendre, disent des militants de minorités. C'est juste, mais les conséquences tutoient la purification de l'art. Les exemples pullulent, comme celui, en juillet, du roman de l'autrice américaine Alexandra Duncan, bloqué à l'imprimerie à cause d'un passage où elle parle au nom d'un Noir ; elle a demandé pardon pour "une erreur aussi monumentale".

Nous n'en sommes pas là en France, même si des signes inquiètent. Surtout, des intellectuels et créateurs américains, parmi lesquels de nombreux Noirs, ripostent. Pour preuve, la tribune parue, le 7 juillet, dans *Harper's*, puis dans *Le Monde*, où plus de 150 universitaires et créateurs dénoncent la montée, à gauche, d' "une intolérance à l'égard d'opinions opposées".

Autre moment-clé, en France cette fois, la réaction du recteur de la Mosquée de Paris, Chems Eddine Hafiz, le 4 septembre, après la republication des caricatures de Mahomet par le journal satirique : "Que *Charlie Hebdo* continue d'écrire, de dessiner, d'user de son art et surtout de vivre. (...) Dans notre pays, seule la loi fixe les limites." On ne peut dire mieux.

par Michel Guerrin  
(Le Monde – vendredi 11 septembre 2020)

<https://www.lemonde.fr>

.../...

.../...

## On peut plus rien dire, vraiment ?

*"Supprime" : cette injonction mi-indignée mi-ironique fleurit depuis quelques années sur des réseaux sociaux. La cancel culture (de cancel, "annuler") aurait-elle franchi les frontières du Net pour gagner l'ensemble du débat public ? Venue des États-Unis, l'expression gagne les universités et les médias français. Dans le sillage d'une tribune parue dans le magazine américain Harper's et signée par 153 intellectuels internationaux qui craignent qu'une "attitude morale [...] affaibli[sse] nos normes pour un débat ouvert et la tolérance des différences au profit d'un conformisme idéologique", une vingtaine d'intellectuels ont renchéri lundi 24 août sur le site de l'hebdomadaire Marianne : "Voyant poindre les signes d'une "américanisation" délétère de la France, nous affirmons avec calme et fermeté que la cancel culture n'a pas sa place au pays des Lumières, et plus largement que la cancel culture a assez duré."*

### Pourquoi il y a débat

Plusieurs personnalités ont fait l'objet de boycott ou de campagnes de harcèlement sur les réseaux sociaux à la suite de propos ou de comportements jugés offensants. "On peut plus rien dire", affirment les uns, "Je me sens blessé.e" plaident les autres : comment renouer le dialogue ?

### La cancel culture, c'est quoi ?

La dénonciation publique, souvent accompagnée d'une volonté de boycott, d'une personnalité ou d'une institution. Les raisons sont multiples : racisme, sexisme, viol, pédophilie, meurtre... Pour certains, elle consiste à rendre justice aux personnes lésées en retirant de l'espace public la parole ou les créations des personnalités visées. Pour d'autres, elle est une grave atteinte à la liberté d'expression et de création.

### Des exemples

La parution des mémoires de Woody Allen accusé par sa fille d'attouchements, ont fait polémique en mars dernier après qu'un premier éditeur du groupe Hachette a renoncé à les publier aux États-Unis après les protestations de ses salariés. Les soutiens du cinéaste américain ont craint la censure. Depuis le mois de mai, elles sont disponibles pour le lectorat français sous le titre *Soit dit en passant* (Stock). Son dernier long métrage *Un jour de pluie à New-York* (2019) n'a quant à lui pas été distribué dans son pays, seuls les spectateurs européens ont donc pu le voir au cinéma.

En 2018, une salle américaine a annulé les représentations de l'humoriste Louis C. K. suite aux accusations d'exhibition sexuelle dont il est l'objet – et qu'il a reconnues. La salle a finalement reprogrammé le spectacle.

Les fans de "Harry Potter" se détournent de J. K. Rowling depuis qu'elle a posté le 7 juin dernier un Tweet jugé transphobe. Un mois plus tard, sur le même réseau social, la romancière a assimilé la prise d'hormones des personnes trans aux thérapies de conversion.

La plateforme de streaming *HBO Max* a annoncé le 9 juin dernier qu'elle retirait provisoirement le film *Autant en emporte le vent* de son catalogue au motif qu'il présentait une vision raciste de l'histoire. Elle a toutefois pris soin de préciser qu'elle remettrait rapidement le film en ligne, accompagné d'une notice éclairant le contexte historique : une vision sudiste, donc pro-esclavage, de la guerre de Sécession.

Faut-il interdire une œuvre dont l'auteur est l'objet parfois seulement de soupçons, peut-on dissocier l'œuvre de l'artiste ? Ce sont les questions complexes que soulève la cancel culture. Pour le philosophe François Noudelmann, professeur à la New-York University où il dirige la Maison française, "il faut avancer avec prudence et sur une ligne de crête " dans chacun des cas.

par Victorine de Olivei  
(Philomag - a publié le vendredi 28 août 2020)

<https://www.philomag.com>

.../...

.../...

## La "cancel culture" est-elle vraiment un phénomène nouveau ?

*À travers l'histoire,  
plusieurs exemples montrent que le débat autour de la "cancel culture"  
est loin d'être nouveau.*

Films, statues, marques, personnalités publiques: ces dernières semaines, la "cancel culture" a beaucoup fait parler d'elle avec la suppression ou le remplacement de nombreuses œuvres imposées par des mouvements en faveur de la justice raciale et sociale.

Cette pratique se traduit par le fait de "condamner d'office" une personne et son œuvre après un acte répréhensible, en l'y associant totalement sans lui laisser la possibilité de s'exprimer ou de se justifier. Ainsi, une seule action critiquable peut conduire au boycott de l'art d'une personne, voire à son effacement, et ce sans prescription. Aujourd'hui ces condamnations passent notamment par les réseaux sociaux. Libération cite l'exemple d'un "mauvais tweet", qui même publié il y a dix ans pourrait, avec la "cancel culture", causer du tort à son auteur et ce peu importe le contexte de sa publication.

### **Boycotter les œuvres**

Cela a par exemple été récemment le cas avec J.K Rowling, l'auteurice d' "Harry Potter". Suite à ses propos polémiques sur les personnes transgenres, des tweets ambigus qu'elle avait postés il y a une dizaine d'années ont refait surface. Pour condamner ses propos, de nombreuses personnes ont appelé au boycott de ses livres, d'autres ont fait retirer leurs tatouages en référence à la saga "Harry Potter" et des auteurs membres de la même maison d'édition qu'elle ont claqué la porte.

Plus que dénoncer et supprimer des œuvres, la "cancel culture" pousse à ternir complètement l'image de la personne en tort, explique l'AFP. Très récemment, la mort de George Floyd et le mouvement "Black Lives Matter" ont par exemple conduit à la suppression du logo de la marque de riz "Uncle Ben's", jugé raciste. Le film culte *Autant en emporte le vent* avait également été retiré de la plateforme HBO Max, avant d'être remis avec des explications précisant que le film "nie les horreurs de l'esclavage et son héritage, celui des inégalités raciales".

Aussi, un collectif de 150 personnalités du monde artistique, de la culture et des médias a rédigé une tribune publiée dans le magazine Harper's et dans Le Monde. Ils y dénoncent "l'intolérance à l'égard des opinions divergentes". "L'échange libre des informations et des idées, qui est le moteur même des sociétés libérales, devient chaque jour plus limité, écrivent-ils. La censure, que l'on s'attendait plutôt à voir surgir du côté de la droite radicale, se répand largement aussi dans notre culture : intolérance à l'égard des opinions divergentes, goût pour l'humiliation publique et l'ostracisme." Parmi les signataires de la tribune, on retrouve J.K Rowling, mais aussi Margaret Atwood, auteurice de *La Servante écarlate*, ou encore l'historien Mark Lilla.

### **Un phénomène né avec les réseaux sociaux ?**

Si certains considèrent que la "cancel culture" est née sur les campus américains et sur les réseaux sociaux à partir des années 2000, cette pratique pourrait bien exister depuis bien plus longtemps. Les réseaux sociaux ne seraient que la nouvelle façon dont elle s'exprime. "L'activisme sur Twitter, c'est facile: en une poignée de secondes, on peut attaquer quelqu'un ou faire circuler une pétition pour qu'il soit licencié ou mis à l'index", souligne à l'AFP Richard Ford, professeur de droit à Stanford. Il ajoute également que désormais, "la cancel culture" s'exprime régulièrement au-delà des réseaux sociaux, dans le monde académique ou du travail en général".

.../...

.../...

D'autres voient dans la "cancel culture" l'émergence d'un nouveau pouvoir, désormais à la disposition du plus grand nombre alors qu'il était autrefois l'exclusivité d'une poignée.

Pour Virginie Mathe, maîtresse de conférence en histoire ancienne, "là où la "cancel culture" est nouvelle, c'est que ce pouvoir n'appartient plus à l'élite. Auparavant, c'est elle qui remplaçait et supprimait des œuvres, des personnes, c'était très commun. Et comme aujourd'hui cela consistait à effacer les noms, à enlever les statues, à interdire des cérémonies", confie-t-elle au HuffPost.

"La cancel culture a déjà été un outil important du changement par le passé. La nouveauté est que désormais les comportements discriminants ordinaires sont également pointés du doigt, ce qui n'a pas toujours été le cas.", estime quant à elle Lisa Nakamura, professeure à l'université du Michigan qui a étudié le sujet.

### **Des exemples à travers l'histoire**

Son avis est rejoint par Marie-Karine Schaub, maîtresse de conférence en Histoire moderne. "Ce n'est pas un phénomène nouveau. J'ai plusieurs exemples en tête. Par exemple, au cours de l'histoire, il fut fréquent que certains lieux de cultes soient remplacés au moment des phases de christianisme, parfois à la demande du peuple. Je pense en particulier à la cathédrale de Cordoue, d'abord un temple romain, puis une mosquée puis une cathédrale", explique l'historienne au HuffPost.

"Au cours de l'histoire russe, après la révolution, les paysans transformaient le coin à icône devant laquelle on priait en coin rouge dans lequel on trouve un portrait de Lénine. Ils ont également changé des noms de villages pour que certains souvenirs du passé disparaissent. C'est une forme de transformation de la culture menée par des mouvements sociaux", ajoute Marie-Karine Schaub.

Des propos que nous confirme Jerome Bazin, maître de conférences et chercheur en histoire sociale de l'art. "Je ne pense pas que ce soit une pratique nouvelle. Il y a forcément des tas d'exemples dans le passé du côté de la société civile", estime-t-il. Une pratique ancrée aux Etats-Unis

Aux États-Unis par exemple, la "culture de la délation" est ancrée dans la société depuis des centaines d'années. À l'époque des westerns, les affiches "wanted" avec les visages de personnes recherchées pouvaient ressembler au phénomène de "cancel culture". "Sans vrai procès, sans vraie défense, on était vite pendu", relate France Culture à propos des personnes recherchées lors de la conquête de l'Ouest. Aujourd'hui, avec les réseaux sociaux, la pendaison a été remplacée par la destruction de l'image publique d'une personne, sans procès ni débat.

"Ce réflexe n'a pas disparu dans le pays", explique à l'antenne Jean-Eric Branaa, spécialiste de la politique et de la société américaine. "Quand une personne condamnée pour pédophilie s'installe dans un quartier, il arrive que ses voisins placardent des affiches dans les rues avec son nom et les faits pour lesquels il a été condamné. Cela n'est pas du tout considéré comme du harcèlement. La personne est obligée de déménager, jusqu'au jour où de nouveaux voisins découvrent à leur tour son passé. Avec l'émergence des réseaux sociaux, il est encore plus compliqué d'échapper à ces 'Wanted' de l'âge numérique", s'inquiète le politologue.

Si l'activisme sur les réseaux sociaux est souvent pointé du doigt et considéré comme le point d'ancrage de la "cancel culture", force est de constater qu'il n'a servi qu'à donner une nouvelle dimension et plus de portée à une pratique déjà existante il y a des centaines d'années.

*par Manon Heckmann*  
(Huffington Post - mercredi 29 juillet 2020)

<https://www.huffingtonpost>